HAL
open science

Représenter les classes populaires ?

Lorenzo Barrault-Stella, Bernard Pudal

To cite this version:

Lorenzo Barrault-Stella, Bernard Pudal. Représenter les classes populaires ?. Savoir/Agir, 2015, 34, 10.3917/sava.034.0071 . halshs-01225657

HAL Id: halshs-01225657

https://shs.hal.science/halshs-01225657v1

Submitted on 15 Mar 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Représenter les classes populaires ?

Lorenzo Barrault-Stella (Cresppa-CSU) et Bernard Pudal (Cresppa-CSU)

La crise de la délégation politique en milieux populaires

On connait le processus d'invisibilisation et de disqualification du groupe ouvrier ; on est de plus en plus documenté sur les transformations objectives et subjectives de "la" classe ouvrière :une vaste synthèse sociologique vient d'en être récemment proposée[1]. On sait le désarroi politique qui affecte les classes populaires contemporaines,dont le seul refuge est l'abstention massive et, plus nettement qu'auparavant, le vote « Front National » »[2], à telle enseigne que Patrick Lehinguen'hésite pas à conclure : « pour tenter de rendre raison de ce qui, vu de loin, peut sembler déraisonnable, pour essayer de comprendre sans trop épingler, peut-être devrait-on retourner la problématique et à la sempiternelle question "pourquoi les classes populaires votent-elles FN ?", préférer l'interrogation : "pourquoi et au nom de quoi ne le feraient-elles pas, quand tout y invite ?"[3] ou cette variante "à qui demeurer loyal aujourd'hui et pourquoi ? ».Dans ce contexte, il n'est pas rare qu'une certaine nostalgie d'une époque où « le mouvement ouvrier » était parvenu, au-delà de ses divisions et conflits internes, à détenir une certaine puissance et une certaine légitimité historique, s'exprime ouvertement. Pour légitime que puisse être la nostalgie, il faut néanmoins toujours rappeler qu'ellen'est souvent que « le regret stérile d'un passé imaginaire » selon la formule de Gérard Genette. En France, c'est principalement le Parti Communiste Français (PCF) (et secondairement la Section Française de l'Internationale Ouvrière - SFIO) qui est parvenu à promouvoir, former et légitimer des élites ouvrières militantes dans toutes les positions des champs politiques locaux et national (élus locaux, députés, sénateurs, ministres, dirigeants syndicalistes, dirigeants de multiples organisations de masse, etc.). La réussite des élites communistes s'est réalisée à l'époque de la stalinisation du communisme français, dans un contexte très particulier, et les difficultés actuelles de ce Parti ne sont pas sans rapport avec l'inertie de cette matrice stalinienne et ses effets inhibant en matière d'inventivité organisationnelle et intellectuelle. Notons cependant que la crise des élites ouvrières n'est pas propre à la France. Pour le sociologue et l'historien du politique, le constat d'une quasi-disparition d'élites politiques, au sens large, issues de la classe ouvrière, conduit à s'interroger

[1] Yasmine Siblot, Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclet, Nicolas Renahy, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2015.

[2] Rappelons la synthèse proposée par Alexandre Dézé, « L'illusion d'un changement. Ou comment le Front National n'est pas devenu un « nouveau » parti », *Savoir Agir* n°32, juin 2015, p.18 : « Aux élections de 2014, 43% des ouvriers et 38% des employés qui se sont rendus aux urnes auraient voté pour le FN, loin devant les professions intermédiaires (20%) et les cadres supérieurs (9%). Il convient cependant de noter que le taux d'abstention des ouvriers lors de cette élection atteint 65%, pour une moyenne nationale de 57,5%. Précisons également que la très grande majorité des ouvriers qui votent aujourd'hui pour le Front national ne proviennent pas de la gauche ». La plupart votaient déjà à droite et votent aujourd'hui extrême-droite. Ces données ne font que conforter l'idée qu'une représentation populaire de gauche est peut-être attendue, espérée, comme semble l'attester « l'émergence » en Europe de forces politiques nouvelles.

[3] Patrick Lehingue, « Les classes populaires et la démocratie représentative en France : exit, voice ou loyalty ? », *Savoir/Agir*, n°31, mars/avril 2015, p. 34.

sur cette crise de la délégation : ses causes multiples, ses éventuelles transformations, son devenir possible ou souhaitable. C'est donc la question de ces élites que nous souhaitons soumettre à la réflexion dans ce court texte programmatique qui n'a d'autre ambition que d'inviter à la discussion sur cette épineuse question des mandataires issus des classes populaires.

Délégation

En 1952, alors qu'il avait décidé d'être un compagnon de route du PCF, malgré les procès dans le bloc soviétique dont certains de ses amis lui objectaient qu'ils constituaient un insurmontable obstacle, Jena-Paul Sartre mettait en avant cette question des mandataires pour justifier son ralliement : « Pour moi, la classe se fait, se défait, se refait sans cesse – ce qui ne veut nullement dire qu'elle revienne au point de départ ; pour se refaire ou pour se maintenir, aujourd'hui plus que jamais, je prétends qu'elle a besoin de la médiation d'un groupe *qui se soit formé dans son sein* »[4]. Ce groupe médiateur, il ne le voyait alors qu'au PCF, d'où *Les communistes et la paix*. On sait que Pierre Bourdieu – plus sociologiquement –s'est longuement interrogé sur la question de la délégation : « ce transfert de pouvoir du mandant à son mandataire, est un acte de magie sociale qui « permet de faire exister ce qui n'était qu'une collection de personnes plurielles, une série d'individus juxtaposés, sous la forme d'une personne fictive, une corporation, un corps, un corps mystique incarné dans un corps social, lui-même transcendant aux corps biologiques qui le composent ("*corpus corporatum in corpore corporato*") »[5].

Sous ce rapport, les différents groupes sociaux sont inégalement dotés de ressources favorables. Les classes dominantes sont, de loin, les classes « pour soi » les plus attentives, les plus organisées, les plus peuplées de « permanents » (qui, pour n'en pas porter le nom, n'en sont pas moins légion). Comme l'ont montré Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon[6], plus récemment Michel Offerlé[7], ces classes à l'individualisme affiché sont fortement et collectivement mobilisées pour défendre leurs intérêts dans tous les domaines où ils exercent leur puissance sociale, la politique parmi d'autres.

Les classes populaires – quelque contour qu'on leur donne – sont évidemment socialement éloignées des ressources de toutes sortes susceptibles de les « unifier » et de les mobiliser sur leurs intérêts propres. Mais elles sont aussi particulièrement disposées à être manipulées par des mandataires qui, profitant de cette dépossession inhérente à leur condition, détournent à leur profit ce besoin d'être représenté. C'était – là-aussi – l'une des inquiétudes qu'exprimait PierreBourdieu, peu suspect d'angélisme ouvriériste. Sous les apparences du pouvoir du groupe mandataire, c'est en réalité tendanciellement le porte-parole qui fait le groupe écrivait-il : « c'est parce que le représentant existe, parce qu'il représente (action symbolique), que le groupe représenté, symbolisé, existe et qu'il fait exister en retour son représentant comme représentant un groupe ». C'est pourquoi « il y a une sorte d'antinomie

[4] Jean Paul Sartre, *Situations. IV*, Paris, Gallimard, NRF, 1964, p.327.
[5] Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001, p.265.
[6]Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot, *Les Ghettos du gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Paris, Le Seuil, 2007.
[7] Michel Offerlé, *Les patrons des patrons. Histoire du Medef*, Paris, Odile Jacob, 2013.

inhérente au politique qui tient au fait que les individus - et cela d'autant plus qu'ils sont démunis ne peuvent se constituer (ou être constitués) en tant que groupe, c'est-à-dire en tant que force capable de se faire entendre et de parler et d'être écoutée, qu'en se dépossédant au profit d'un porte-parole »[8]. Bien sûr, l'une des craintes, nous y reviendrons, que l'on peut formuler aujourd'hui, n'est autre que l'apparition de mandataires « pseudo-populaires » profitant de cette crise de la représentation ouvrière que symbolisait, il y a peu, « le » mouvement ouvrier.

Retour sur un passé relativement récent

Pour interroger l'état de la délégation populaire aujourd'hui, il faut faire unretour sur un passé relativement récent, celui d'un mouvement ouvrier, symboliquement et organisationnellement dominé en France par le PCF, dont les élites s'analysaient ou pouvaient s'analyser par rapportà deux autres grands types d' « intellectuels de gestion des profanes » ou d'intellectuels organiques (pour reprendre la formule d'Antonio Gramsci[9]) que sont les prêtres et les instituteurs. L'un des auteurs de cette contribution avait en son temps souligné la proximité « sociologique » de ces « militants » et noté la simultanéité des crises de vocation qui les affectait. La crise de reproduction des élites ouvrières communistes – désormais bien documentée dans les recherches de Julian Mischi concernant les trente dernières années[10]– était rapprochée de la crise des vocations des prêtres et des instituteurs : « Pour une part, écrivions-nous, cette crise est une crise du recrutement qui n'est pas sans analogie avec les crises de reproduction du corps des prêtres ruraux et du corps enseignant. Ce rapprochement peut s'autoriser du fait que le prêtre rural et l'instituteur laïque partagent avec l'intellectuel organique communiste, à peu près à la même époque historique, certaines propriétés qu'ils doivent à l'homologie des conditions de leur production sociale. Les uns et les autres doivent à leurs origines populaires, au repérage et à la sélection dont ils ont fait l'objet, d'avoir pu bénéficier d'une scolarité post-élémentaire totalement conçue et contrôlée par l'institution qui les a recrutés. Celle-ci, en leur offrant pour seul horizon un service dévoué qui exploitait leur rapport au savoir tout en les promouvant à des positions sociales dotées d'un certain prestige, faisait jouer, en imposant des vocations sacerdotales et enseignantes, des mécanismes sociaux analogues aux mécanismes d'imposition de la vocation de "révolutionnaire professionnel" […]. Dans chacun des cas, on peut noter que de véritables "disciplines de vie" étaient au cœur des formations dispensées par le petit séminaire, les Ecoles normales ou les écoles centrales du PCF (ou plus exactement le PCF comme école). Le caractère vocationnel du métier de prêtre rural et du métier d'instituteur, tout comme « le bonheur communiste », attestent de la réussite de ces systèmes concurrents de promotion et de formation. Il est d'ailleurs significatif que les dirigeants communistes ont souvent croisé les carrières d'instituteurs ou de prêtre qui, à un moment donné de leur histoire personnelle, ont pu être un devenir possible ou probable explicitement envisagé […]. Les crises parallèles du métier d'instituteur et du métier de prêtre rural doivent à l'ensemble des transformations qui ont affecté le système scolaire et à leurs

[8] Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, *op.cit.*, p. 260-261.
[9] Antonio Gramsci, *Cahiers de prisons*, Cahier 12, « Remarques et notes éparses en vue d'un groupe d'essais sur l'histoire des intellectuels et de la culture en Italie », 1978 [1932], Paris, Gallimard, p. 309-326.
[10] Julian Mischi, *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Marseille, Agone, 2014.

effets différenciés suivant les logiques propres des champs concernés une part de leurs causes. La généralisation de l'accès à l'enseignement secondaire et le déclassement structural lié à la dévalorisation corrélative des titres scolaires ont eu pour effet de desserrer la mainmise des institutions spécialisées dans le recrutement des élites scolaires, d'origine populaire, issues du primaire élémentaire et par conséquent de tarir la veine de recrutement où ces institutions trouvaient leurs oblats »[11].La crise des élites ouvrières était ainsi rapportée à la clôture d'une époque historique caractérisée notamment par un certain état du système scolaire, qui avait vu divers types d'oblats occuper pour partie les scènes de la représentation populaire et de la médiation avec les classes populaires. A côté des élites ouvrières communistes, les enseignants, notamment les instituteurs, souvent issus des classes populaires, des années 1880 aux années cinquante, jouèrent un rôle d'intermédiaires[12], dont bénéficia principalement la SFIO. Cette époque révolue devait-elle inéluctablement conduire au tarissement des viviers populaires dans la « fabrication » de mandataires ? On peut penser que non.

La fermeture communiste

Le PCF n'a pas su conserver cette capacité à sélectionner, former et promouvoir de nouvelles élites militantes qui seraient l'équivalentde celles que nous venons rapidement de décrire. A y regarder de près, de très nombreux cas semblent indiquer que des élites ouvrières d'un « nouveau style » ont tenté leur chance au PCF (et à la CGT). Elles étaient, malheureusement pour elles, et souvent à leur corps défendant, porteuses d'une critique des pratiques et des idées communistes encore habitées par la matrice stalinienne, et elles furent laminées. On sait aujourd'hui que les militants ouvriers du PCF ont déserté le Parti à partir des années 1980[13]. On connaît aussi des trajectoires d'exception de militants de toutes origines (dont des travailleurs immigrés) qui auraient pu, en un autre contexte organisationnel, devenir des cadres du mouvement ouvrier : Valero (postier), dont la biographie de Christian Chevandier montre bien la marginalisation progressive ; Christian Corouge (OS) qui, grâce à son retour réflexif avec Michel Pialoux sur son passé militant[14] dévoile l'égarement psychologique et politique dont il a été victime ; les militants ouvriers(CGT) qui ont à la fois fait vivre la radio libre Lorraine Cœur d'Acier mais qui ont été aussi transformés par cette expérience de formation au point de se retrouver en marge ;Daniel Lacroix (ouvrier, secrétaire de la section PCF de Renault Billancourt) dont les archives du PCF dévoile la pensée critique au début des années 1980, déchu de ses responsabilités[15], tous illustrent une réalité difficile à analyser puisqu'elle renvoie à des « possibles » qui ne sont pas advenus parce que les organisations où ils cherchaient à exister ne pouvaient que les rejeter. Il faudrait aussi rappeler les nombreuses luttes des travailleurs immigrésqui dans les années 1960, 1970et début 1980

[11] Bernard Pudal, « Les dirigeants communistes. Du « fils du peuple » à l' « instituteur des masses » », *Actes de la recherche en sciences sociales*¸ vol.71, n°1, 1988, p. 67-68.

[12] Sur l'encadrement politique des classes populaires par ces agents sous la IIIème République : Jacques Ozouf, *al.,La République des instituteurs*, Paris, Hautes Études-Gallimard-Seuil, 1992.

[13] Voir Catherine Leclercq, « Les ouvriers partis du "parti des ouvriers". Retour sur un désengagement silencieux », *Savoir/Agir*, n°22, 2012, p.43-50.

[14] Michel Pialoux, Christian Corouge, *Résister à la chaine. Dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*, Marseille, Agone, 2011.

[15] Sur l'inertie de la matrice stalinienne et ses effets désagrégateurs au sein du PCF : Bernard Pudal, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombes en Bauges, Le Croquant, 2009.

(comme la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983) auraient pu constituer l'un des creusets d'élites ouvrières[16],sans oublier les luttes des ouvrières[17] de ces années 1970. Là-aussi, des militantes étaient incontestablement disposées à devenir des représentantes (responsables syndicales, etc.) et des dirigeantes comme le souligne Fanny Gallot[18], à l'instar de Georgette Vacher pour ne prendre qu'un exemple. Les destins liés de Marius Apostolo (OS), responsable du secteur « immigration » à la CGT de 1967 à 1983, et de sa compagne Chantal Rogerat, rédactrice en Chef *d'Antoinette*, tous deux progressivement en désaccord avec les orientations de la Confédération, pourraient illustrer ces logiques de défection. Dans l'un et l'autre cas, il faut rappeler que la stalinisation du communisme en France s'est traduite par des abandons idéologiques qui ont précédé[19] et expliquent les « rendez-vous manqués »[20],lors des guerres coloniales notamment. En lieu et place de ces militant(e)s qui auraient été dans le prolongement des élites ouvrières, le PS, le PCF, les gauches alternatives des années post-68, se sont repliés pour constituer leurs encadrements sur des professionnels de la politique n'appartenant plus aux classes populaires, et dont il faudrait faire une étude sociologique comparée afin d'en saisir au plus près les différences et les proximités. Quant aux militants, c'est principalement dans les couches intermédiaires salariées (fonction publique, éducateurs, enseignants, « gens de culture », etc.) et/ou autodidactes de « nouveau style » ayant fréquenté le secondaire et le supérieur, qu'ils se recrutent. En tout cas, la rupture est aujourd'hui consommée. Le champ d'une représentation politique qu'auraient assurée pour partie ces élites est resté embryonnaire. Ce type de représentation des classes populaires ainsi déserté[21], on peut légitimement s'interroger sur ceux qui en profitent, sous nos yeux, pour tenter de prendre la place.

De nouveaux prétendants du côté du Front National ?

De ce point de vue,le cas de la mobilisation électorale du Front National et ce qu'elle implique comme médiateurs mérite d'être étudié.Dans une société dont le champ politique se referme de plus en plus sur ses professionnels[22], il n'en reste pas moins que celui-ci doit tenir compte, au moins fictivement, des électeurs populaires. Le FN, de ce point de vue, dont il ne faut pas exagérer les capacités de séduction sur des groupes populaires plus rétifs que certains politologues et journalistes ne l'ont diagnostiqué, sont néanmoins visés. On sait que les cadres nationaux du FN ont endossé le label « populiste » ou « populaire » accolé par divers

[16] Xavier Vigna, *Les ouvriers. La France des usines et des ateliers*, Paris, Les Arènes, 2014.

[17] Voir aussi dans d'autres contextes Beverley Skeggs, *Des femmes respectables. Classes et genre en milieu populaire*, Marseille, Agone, 2015.

[18] Fanny Gallot, *En découdre. Comment les ouvrières ont révolutionné le travail et la société*, Paris, La Découverte, 2015, notamment les chapitres 9 et 10.

[19] Dès les années 1930, la revalorisation des valeurs prônées par le PCF ("Nation", "France", "Autorité", "Famille", etc.) entame ce processus.

[20] Olivier Masclet, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003.

[21] Ce qui n'exclut pas que, localement et sous certaines conditions spécifiques, des intellectuels préposés à lagestion des profanes repérés par les travaux sur des périodes antérieures puissent perdurer. On pense notamment aux réseaux du PCF qui continuent parfois, à travers des formes toutefois renouvelées, à politiser les catégories populaires (par exemple dans les cas de certaines banlieues rouges ou encore de la municipalité de Dieppe) ou même à certains instituteurs ruraux.

[22] Voir les travaux en cours de Valentin Behr et Sébastien Michon qui actualisent les résultats classiques de Daniel Gaxie, « Les facteurs sociaux de la carrière gouvernementale sous la Vème République de 1959 à1981 », *Revue Française de Sociologie*, vol.24, n°3, 1983, p. 441-465.

commentaires à partir de la fin des années 1980 en procédant à un travail d' « abaissement social »[23] à des fins de captation des électeurs populaires. Les travaux de science politique semblent indiquer que les relations de ce parti à ses électorats sont pour partie une relation « à distance », notamment par médias interposés, contrastant avec les formes d'encadrement politique dans le travail et sur la scène résidentielle autrefois dominants à gauche. Toutefois, si le FN se caractérise tendanciellement par une faible implantation territoriale à la base (peu de sections, de permanents, etc.), rien n'interdit de s'interroger sur les médiateurs de son offre politique sur le terrain, qui sont sans doute le plus souvent à rechercher dans les fractions des classes moyennes qui sont le plus disposées à voter FN, à l'instar des artisans et des commerçants par exemple. Tant au plan des candidats aux différentes élections locales que dans les rapports sociaux du quotidien, ils peuvent jouer un rôle clef dans la mobilisation électorale pour le FN.

Les analyses localisées menées dans les mondes ruraux par Frédéric Pierru et Sébastien Vignon le démontrent[24]. S'ils constatent la faible visibilité de l'institution partisane sur le terrain, ils soulignent aussi combien les succès locaux de ce parti s'appuient tout de même sur des mobilisations de proximité, des candidats autochtones et des formes variées de revitalisation de lieux de sociabilité populaire désertés par les organisations politiques antérieurement dominantes. Tel est par exemple le cas dans un petit village étudié dans la Somme où le patron d'un café fait, selon ses mots, « la propagande » du FN auprès des habitués très majoritairement populaires, recréant ainsi une forme d'entre soi frontiste[25]. L'offre politique du FN, au-delà de ses déclinaisons dans les médias, circule donc aussi par le biais d'intermédiaires situés dans certaines franges des classes moyennes qui la relaient au quotidien auprès de certaines fractions des milieux populaires. La même tendance se retrouve d'ailleurs en contexte péri-urbain[26] et urbain même si les travaux sont encore peu nombreux. Un récent mémoire de sociologie politique consacré à des électeurs du FN à Hénin-Beaumont montre par exemple combien le succès de Steeve Briois (titulaire d'un BTS et anciennement représentant de commerce) est subordonné à sa capacité à se faire reconnaitre comme « un gars du pays », ce qui passe notamment par le soutien, là aussi, d'un réseau de petits commerçants (de produits « français », de l'ancien marché aux plantes, etc.)[27]. S'il reste à identifier plus précisément ces médiateurs de l'offre du FN auprès des classes populaires, qui sont sans doute variables selon les configurations locales et ne se réduisent peut être pas à ces petits artisans et commerçants, tout se passe comme si certains groupes professionnels des fractions économiques des classes moyennes comme les petits commerçants, classiquement

[23] Annie Collovald, *Le populisme du FN. Un dangereux contresens*, Bellecombe en Bauges, Editions du Croquant, 2004, p. 207.

[24] Frédéric Pierru et Sébastien Vignon, « L'inconnue de l'équation FN : Ruralité et vote d'extrême-droite. Quelques éléments à propos de la Somme » *in* Antoine A., J. Mischi (dir.), *Sociabilité et politique en milieu rural*, Presses Universitaires de Rennes, 2008, p. 407-419.

[25] Sébastien Vignon, « Le FN en campagne. Les ressorts sociaux des votes frontistes en milieu rural », *Métropolitiques*, publié le 9 mai 2012.

[26] Violaine Girard, « Sur la politisation des classes populaires péri-urbaines. Trajectoires de promotion, recomposition des appartenances sociales et distance(s) vis-à-vis de la gauche », *Politix*, n° 101, 2013, p. 183-215.

[27] Marine Rouselle, *Ces héninois qui votent Front national*, Mémoire de Master 1, Université Paris 1, juin 2015, p.18-21. Dans le même sens, voir aussi le travail journalistique d'Haynée Sabéran, *Bienvenue à Hénin-Beaumont. Reportage sur un laboratoire du Front National*, Paris, La Découverte, 2014, p. 198-216.

favorables à la droite et à l'extrême droite[28], jouaient le rôle d'intermédiaires cherchant à orienterla politisation des classes populaires en permettant des formes encore peu pensées de mobilisation électorale du FN. Il faut toutefois rappeler que, contrairement au PCF de jadis,ce phénomène ne s'accompagne aucunement d'un dense encadrement quotidien, d'une formation réussie, d'un soutien concret ou encore de la promotion d'élites issues des classes populaires dans les champs politiques, les leaders du FN se recrutant plutôt dans des régions mieux dotées de l'espace social.L'abstentionnisme populaire pourrait ainsi signifier aussi, soyons optimistes, une situation d'attente d'une offre politique de gauche. Politiquement, il y a donc encore de l'espoir même si tout ou presque reste à reconstruire à gauche en la matière.

D'autres opérateurs symboliques de regroupement ?

Le champ contemporain de la représentation des classes populaires n'est pas (encore ?) à chercherdans l'entreprise frontiste qui fait fonctionner des opérateurs symboliques de regroupement bien connus : « préférence nationale » ; « identité française» ; « racisme anti-blanc » ; « rejet des immigrés » censés « envahir » la France et la « dénaturer » (la thématique du « grand remplacement »), etc. Favorisée par la désertion des quartiers populaires par les organisations politiques de gauche comme nombre de travaux l'attestent, donc par l'affaissement des références aux classes sociales dans les discours politiques,on assiste depuis une trentaine d'années, à l'émergence d'autres représentants populaires usant d'opérateurs symboliques de regroupement qui font aujourd'hui l'objet de luttes acharnées et qui pourraient participer, chacun à leur manière et au-delà de leur consistances phénoménalement très différentes,à d'autres types de politisation des classes populaires et à l'émergence d'élites militantes issues de celles-ci.

Ainsi, le racisme, les discriminations, l'exploitation dont font l'objet des travailleurs ou étudiants sans papiers, des travailleurs immigrés et leurs enfants, de nationalité française ou non, constituent autant de raisons pour que ces fractions des classes populaires aient intérêt à s'organiser et à se défendre collectivement[29], dans un contexte de racialisation sans doute croissantedes rapports sociauxdans les quartiers populaires, stigmatisant des populations entières. Plusieurs enquêtes dans différents quartiers de périphérie urbaine montrent par exemple comment des associations locales ou des collectifs de travailleurs sociaux et d'éducateurs, dont beaucoup sont « issus de l'immigration », tendent à les encadrer[30]. Ces initiatives ne mobilisent assurément pas toujours de références identitaires et, dans le cas du syndicalisme CGT de jeunes d'origines immigrés étudiés par Sophie Béroud par exemple,

[28] Voir par exemple Nonna Mayer, *La boutique contre la gauche*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986.

[29] Par exemple Abdellali Hajjat, *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Paris, Editions Amsterdam, 2013 ; Camille Hamidi, *La société civile dans les cités.Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Économica, 2010 ; Laure Pitti (coord.), Dossier « Immigration et marché du travail, un siècle d'histoire », *Hommes & migrations*, 2006, n° 1263. On sait d'ailleurs désormais qu'au début des années 1980, le PCF et les organisations syndicales ne sont pas parvenues à intégrer les revendications de travailleurs immigrés et musulmans : Vincent Gay, « Grèves saintes ou grèves ouvrières ? Le problème musulman dans les conflits de l'automobile (1982(1983) », *Genèses*, n°98, 2015, p. 110-130.

[30] Par exemple David Gouard, *La banlieue rouge. Ceux qui restent et ce qui change*, Paris, Le Bord de l'eau, 2014.

l'engagement se fait surtout au nom d'une condition de précaire[31]. Dans ces cas, les opérateurs symboliques de regroupement des classes populaires apparaissent pluriels et éclatés, ne pouvant se réduire à la seule position de classe, au statut dans le travail, aux « origines immigrées » ou aux questions liées à la domination masculine.D'autres illustrations en sont d'ailleurs données dans les mondes ruraux par la confédération paysanne[32] ou même par des collectifs locaux de parents d'élèves confrontés à des fermetures d'école[33].

A distance des clichés disqualifiant comme des interprétations essentialistes[34], les enquêtes sociologiques de Solène Jouhanneau sur les imams en France[35] et d'Etienne Pingaud sur l'implantation de l'islam dans les quartiers populaires (qui ne concerne, rappelons-le, pas que des populations d'origines étrangères) soulignent aussi la force d'encadrement des agents et institutions faisantréférence sur des modes variés à « la » religion musulmane. Dans certaines communes, le succès de cette offre symbolique semble partiellement lié au délitement des structures d'encadrement traditionnel des quartiers populaires comme le PCF[36].Malgré des variations évidentes selon les contextes locaux, certaines de ces fractions des classes populaires entrent parfoisen rivalité, voire se substituent, aux organisations politiques de gauche autrefois dominantes sur ces terrains. Cette dynamique concurrentielle a d'ailleurs souvent conduit ces organisations a tenté d'intégrer des candidats susceptibles d'incarner ces enjeux sur leurs listes aux élections locales dans les années 2000[37], et plus généralement à promouvoir dans leur travail de légitimation des « candidats de la diversité »[38]. Les mobilisations locales et associatives de ce type pourraient ainsi aujourd'hui constituer un support, qu'on ne saurait réduire à une entrée dans le champ politique, de certaines fractions des classes populaires. Sans convoquer un très douteux« vote ethnique » ou « religieux », il arrive d'ailleurs quelquefois que ce type d'entreprise de représentation de « populations immigrées » et/ou « de religion musulmane » trouve des prolongements dans les pratiques électorales observables dans ces milieux (par exemple dans les cas, étudiés par Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen[39], de Christine Taubira lors des présidentielles de 2002 ou encore de la liste Euro-Palestine lors des européennes de 2004). Si ces nouvelles offres politiques médiatisées peuvent parfois trouver des clientèles, c'est aussi et surtout parce

[31]Sophie Béroud, « Jeunes et précaires dans l'action syndicale : modalités d'engagement et processus d'apprentissage », *inEngagements, rébellions et genre dans les quartiers populaires en Europe (1968-2005)*, Paris, Editions des Archives contemporaines, 2011, p.139-151.

[32] Ivan Bruneau, *La Confédération Paysanne : s'engager à « juste » distance*, Université Paris Ouest Nanterre, 2006.

[33] Lorenzo Barrault-Stella, « Les rapports à l'institution scolaire de familles populaires dans les mondes ruraux contemporaines », *Agora - Débats jeunesse*, n°67, 2014, p. 21-36

[34]Abdellali Hajjat, Marwan Mohammed, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, Paris, La Decouverte, 2013.

[35] Solène Jouhanneau, *Les imams de France. Une autorité religieuse sous contrôle*, Marseille, Agone, « L'ordre des choses », 2013.

[36] Etienne Pingaud, *L'implantation de l'Islam dans les « quartiers ». Contribution à l'analyse du succès d'une offre symbolique*, Thèse de Sociologie, 2013.

[37] Olivier Masclet, *La gauche et les cités, op.cit.*

[38] Martina Avanza, « Qui représentent les élus de la "diversité" ? Croyances partisanes et points de vue de "divers" », *Revue française de science politique*, nº 60, 2010, p. 754-767 ; Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclet, Yasmine Siblot. 2010. « Promotion et marginalisation des candidats de la "diversité" dans une commune de la banlieue parisienne », *Politix*, n° 91, p. 179-205

[39] Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation en milieu populaire*, Paris, Gallimard, 2007.

qu'elles s'inscrivent dans la continuité de certains rapports sociaux conflictuels du quotidien entre différentes fractions des classes populaires. Par exemple, dans une enquête menée avec Clémentine Berjaud au sein d'un lycée professionnel de banlieue, Lorenzo Barrault-Stella souligne en ce sens, non seulement la grande distance au jeu politique et aux organisations partisanes traditionnelles (de gauche comme de droite) de jeunes des classes populaires, mais aussi la retraduction des enjeux électoraux au prisme des luttes sociales et des concurrences expérimentées à l'école et dans le quartier entre des élèves issus de l'immigration magrébine et africaine et d'autres, mieux dotés économiquement et d'origine symboliquement plus valorisées[40].

Que faire ?

Cescascontrastés d'intermédiairescontemporains de la représentation politique des classes populaires n'ont pas prétention à l'exhaustivité et ne sont évidemment pas à mettre sur le même plan. Dans le cas du FN, c'est essentiellement de mobilisation électorale qu'il s'agit, une mobilisation qui, dans le contexte actuel, n'implique ni fortes implantations locales, ni promotion d'élites issues des milieux populaires, mais des relaisflous et encore peu institutionnalisés. Dans les autres cas, c'est au contraire tout un tissu associant mandataires et mandatés, dont l'hétérogénéité est soulignée par tous les analystes sérieux, qui s'objective peu à peu sous nos yeux.Objets de la propagande d'entrepreneurs « racialisant »des enjeux sociaux ou d'entrepreneurs usant de diverses références pour les constituer en (sous)groupes, certaines fractions des classes populaires contemporaines s'éloignent des mouvements sociaux qui, dans une tradition renouvelée du mouvement ouvrier (notammentun renouvellement capable d'intégrer les multiples facettes de leur« identité » qui ne se limite pas à leur position sociale), auraient pu les représenter ou les organiser, les regrouper en les dotant de porte-parole issus de leur sein.

Pour que de nouvelles élites se constituent dans cette filiation, il y aurait à mieux penser les leviers à faire jouer dans la situation actuelle. Nous ne sous-estimons évidemment pas tout ce qui reste du mouvement ouvrier, dans toutes ses composantes, où devrait être prioritairement recherchées de nouvelles élites populaires. Si le champ politique se professionnalisant les exclut, y compris au PCF, le syndicalisme, particulièrement en France, résiste et reste animé le plus souvent par des militants issus du monde du travail. Les luttes font souvent apparaître de nouveaux leaders (dans le cas du bâtiment par exemple[41]). La rupture des liens entre le politique et le syndicalse double ainsi d'une différence sociale dont il faudrait interroger le rôle de frein ou d'obstacle qu'elle constitue. Les « nouveaux » mouvements sociaux et les forces politiques qui, à gauche, seraient susceptibles de s'inscrire dans cette filiation réinventée, sont fréquemment animés par des acteurs dotés d'un fort capital culturel, habités trop souvent par une scissiparité dont certaines des causes sont sans doute à rechercher dans les effets différés d'un système scolaire valorisant à l'infini la soi-

[40] Lorenzo Barrault-Stella, Clémentine Berjaud, « La politique au prisme de luttes de fractions de classes. Regards croisés de jeunes des milieux populaires sur les élections de 2012 », *in* Stéphane Beaud, Gérard Mauger (dir.), *Jeunes ouvriers*, Paris, Presses de l'ENS, à paraître en 2016.

[41] Nicolas Jounin, *Chantier interdit au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment*, Paris, La Découverte, « Textes à l'appui - Enquêtes de terrain », 2008.

disant originalité de l'opinion dite « personnelle », diverses critiques de la délégation[42],et de bien complexes cosmogonies qui ne facilitent pas l'unité d'action….C'est ici le rapport sacralisé à son idéologie qu'il faut questionner. Il faudrait apprendre à distinguer le débat d'idées et les logiques d'action. Retrouver ce qui fit la force du « mouvement ouvrier », de la « centralité ouvrière » (Xavier Vigna), une unité hétérogène. De ce point de vue, le cas du féminisme pourrait être médité, bien des ouvrières ne se retrouvant guère dans certaines thématiques du mouvement féministe tout en étant des actrices fondamentales de pratiques féministes[43]. Il y aurait, dans cette hypothèse évidemment très générale, toute une réflexion à conduire sur l'éloignement sociologique et donc politique de ceux qui se situent dans cette filiation du mouvement ouvrier comme paradigme à réinventer ou souhaiteraient s'y situer. C'est en effet de la capacité à retisser la trame entre différents types d'intellectuels et des porte-parole issus des classes populaires que dépend un avenir *politique* de classes populaires sinon condamnées à être victimes d'entreprises fascistoïdes, comme celle du FN, d'un recours au vecteur religieux comme mode de résistance et de regroupement(s) ou réduites au silence par manque de porte-parole auxquels confier la tâche de les représenter, en sachant hériter sur un mode critique d'un passé, celui du mouvement ouvrier. Comme de nombreux travaux l'ont récemment montré[44] et comme les luttes ne cessent de le donner à voir, la conflictualité sociale est forte, multiforme et pérenne.

C'est peut-être le sens caché de l'évolution du titre du *Dictionnaire du Mouvement Ouvrier Français*, ce dictionnaire des élites obscures, devenu *Dictionnaire du Mouvement Ouvrier-Mouvement social*, témoignant ainsi de la diversification très complexe des mouvements sociaux depuis les années 1950 lié à cette histoire militante ouvrière tout à la fois exprimée et dévoyée par l'expérience communiste,dont il s'agit peut-être politiquement de retrouver, dans la diversité de ses composantes (idéologiques, associatives, etc.), la force de « regroupement ».

Cette ébauche d'inventaire n'a évidemment aucune prétention à l'exhaustivité, non seulement des situations évoquées, mais aussi des multiples causalités qui entrent dans la question de la représentation populaire. Mais peut-être Jean-Paul Sartre avait-il raison : « la classe se fait, se défait, se refait sans cesse – ce qui ne veut nullement dire qu'elle revienne au point de départ ».

---

[42] Pour des illustrations, voir Franck Poupeau, *Les mésaventures de la critique*, Paris, Raisons d'agir, 2012.

[43] Fanny Gallot, *En découdre, op.cit.*, p.186 : « Ce serait une erreur que de vouloir faire entrer les ouvrières dans la catégorie féministe, aussi large soit-elle, alors même qu'elles en récusent l'appartenance : cela ne permettrait pas de mesurer la dynamique qui se trouve mise en œuvre, qui, si elle rend difficile le fait de se déclarer féministe, laisse néanmoins entrevoir le développement d'une *agency* qui s'y rapporte et qui se déploie dans les ateliers, qu'il est possible de considérer comme des "groupes femmes à grande échelle" où, malgré les tensions, les ouvrières prêtent attention les unes aux autres, partagent des expériences et se donnent des conseils sans que le slogan "le privé est politique" soit jamais revendiqué ».

[44] Par exemple Sophie Béroud, Jean-Michel Denis, Guillaume Desage, Baptiste Giraud et Jérôme Pélisse, *La lutte continue ? Les conflits du travail dans la France contemporaine*, Broissieux, Le Croquant, 2008.